

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 326, Partie III, Titre VII

Déposée par Messieurs : Ernâni Lopes et Manuel Lobo Antunes

Qualité : - Membre et Suppléant

Compte tenu de la situation économique et sociale structurelle des départements français d'outremer, des Açores, de Madère et des îles Canaries, qui est aggravée par leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte ~~des règlements et des décisions européens~~ **des mesures spécifiques** visant, en particulier, à fixer les conditions de l'application de la Constitution à ces régions, y compris les politiques communes. Il statue après consultation du Parlement européen.

Les mesures visées au premier alinéa portent notamment sur les politiques douanières et commerciales, la politique fiscale, les zones franches, les politiques dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, les conditions d'approvisionnement en matières premières et en biens de consommation de première nécessité, les aides d'État, et les conditions d'accès aux fonds structurels et aux programmes horizontaux de l'Union.

Le Conseil adopte les mesures visées au premier alinéa en tenant compte des caractéristiques et contraintes particulières des régions ultra-périphériques sans nuire à l'intégrité et à la cohérence de l'ordre juridique de l'Union, y compris le marché intérieur et les politiques communes.

Explication éventuelle :

L'expression de la rédaction actuelle, « mesures spécifiques », nous paraît préférable, car la nouvelle rédaction semble être restrictive en établissant comme seuls instruments juridiques les règlements et décisions, tout en excluant des actes législatifs de l'Union.